

20211104 Libération

https://www.liberation.fr/international/europe/a-tripoli-des-milliers-de-refugies-demandent-a-partir-vers-des-cieux-plus-surs-20211104_2PNKAHDRDNAXPMBYQFEXLJHYP4/

Libye

A Tripoli, des milliers de réfugiés demandent à partir vers des cieux plus sûrs

Article réservé aux abonnés

Après une intervention de l'armée libyenne qui a rasé leurs habitations de fortune, quelque 5 000 personnes ont investi depuis un mois les environs du bureau du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU pour demander une évacuation.



Manifestation de migrants devant les bureaux de l'ONU à Tripoli, le 9 octobre. (Yousef Murad/AP)

par [Mathieu Galtier](#), envoyé spécial à Tripoli
publié le 4 novembre 2021 à 7h46

De loin, les taches de couleur et les silhouettes amassées autour pourraient laisser penser à une fin de marché, quand les commerçants remballent leurs marchandises. Mais à mesure que l'on s'approche du Centre de jour communautaire (CJC) de Tripoli, en Libye, le doute n'est plus permis. Il s'agit de centaines de familles de migrants installées sur les trottoirs avec pour principale richesse une couverture fixée tant bien que mal à un arbre, à un bout de mur saillant pour les protéger du soleil, de la pluie et du vent, qui peuvent s'enchaîner dans la journée durant l'automne tripolite. Depuis le 8 octobre, quelque 5 000 personnes, essentiellement originaires de l'Afrique de l'Est, piétinent devant le CJC, où officie le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR). Leur revendication est simple : le départ immédiat.

Bordels et trafic de drogue

Le 1er octobre, les forces armées du [gouvernement d'union nationale d'Abdelhamid Dbeibah](#) ont rasé leurs habitations de fortune qui formaient un îlot de misère dans le quartier commerçant de Gargaresh, dans l'ouest de la capitale libyenne. Pour les autorités, il s'agissait de mettre fin aux bordels et au trafic de drogue. Les résidents ne nient pas l'existence de ces activités. Régulièrement, des raids y étaient menés pour arrêter les criminels. Mais, cette fois, les arrestations se sont transformées en rafle et ont été suivies de la destruction totale des constructions. Papiers, biens personnels, argent, téléphones... les clandestins ont tout perdu en quelques minutes.

Au rapport

[En Libye, Amnesty dénonce le sort «atroce» des migrants et la «complicité» des Etats européens International](#)

15 juil. 2021

Plus de vingt jours après les faits, Selim (1), un Soudanais de 21 ans, en tremble encore : *«Je dormais, c'est arrivé très tôt. Ils ont frappé à la porte. J'ai regardé par la fenêtre, j'ai vu les policiers. Je n'ai pas ouvert, car ici, les policiers, ce sont des milices, tu ne sais jamais ce qu'ils vont te faire. Ils ont cassé la porte. Ils m'ont giflé et frappé.»* Tous les migrants, femmes et enfants compris, ont été emmenés dans l'un des centres de détention du Département de lutte contre l'immigration illégale. Ils y ont passé une semaine avant d'être, pour la plupart, relâchés.

Une centaine de personnes ont convaincu leurs camarades de protester, plutôt que de s'éparpiller dans la capitale libyenne, et de s'installer devant le CJC pour exiger du Haut-Commissariat de les envoyer dans un pays sûr. De par leur nationalité – soudanaise, érythréenne, éthiopienne, somalienne –, ils savent qu'ils sont prioritaires pour l'obtention du précieux statut de réfugié. *«Je suis en Libye depuis un an. J'ai traversé le désert en 4x4. J'ai tenté la traversée en août, avant d'être repris en pleine mer par les mêmes trafiquants qui nous avaient mis dans le bateau. Ils nous ont revendus à une milice. Je me suis échappé de prison. Au total, j'ai dépensé plus de 2000 dollars. Je n'ai plus de force»*, raconte Mehdi, un ami de Selim. Parmi leurs compagnons d'infortune, on retrouve des enfants mal nourris, des femmes enceintes, des diabétiques...

Bras de fer

Devant l'afflux, le HCR a dû fermer le CJC : *«La situation est assez exceptionnelle, avec cet afflux de personnes vulnérables. Dans les premiers jours, nous avons assisté les réfugiés démunis avec du cash d'urgence, de la nourriture et des couvertures. Mais les conditions de sécurité se sont détériorées avec des menaces exercées contre les plus vulnérables et contre notre personnel. Nous avons dû suspendre nos services. A la place, nous distribuons les aides dans d'autres lieux, de façon plus discrète.»*, explique Jean-Paul Cavalieri, chef de mission du HCR en Libye. La tension est si forte que, depuis plusieurs jours, les journalistes ne peuvent plus s'arrêter devant le centre pour interroger les manifestants. Le 24 octobre, un photographe libyen a été arrêté par des hommes en armes. Le 27 octobre, un migrant a été tué, fauché par une voiture.

Ces milliers de migrants sont au cœur d'un bras de fer. Le Premier ministre, Abdelhamid Dbeibah, a lancé un signal fort en mettant délibérément à la rue cette population : ce n'est pas à la Libye de gérer le problème migratoire. *«Il veut pousser la communauté internationale. Avant lui, Kadhafi utilisait ce levier migratoire. Ce n'est pas nouveau. Je m'attends à ce que*

ce même schéma se reproduise», dit Tarek Lamloun, responsable de l'ONG libyenne Bilaadi, qui vient en aide aux migrants. Par communiqué, le HCR demande, lui, aux «autorités [libyennes] de respecter à tout moment les droits humanitaires et la dignité des demandeurs d'asile». D'ici la fin de la semaine, un avion affrété par le HCR – une première après des mois de suspension des vols humanitaires – partira en direction du camp de transit d'urgence du Niger, dernière étape avant le pays d'accueil. A son bord, plus de 170 migrants, dont une cinquantaine de victimes de l'attaque du 1er octobre.

(1) Les prénoms ont été modifiés.